



Un attirant mélange des genres ? Travail et militantisme dans les mouvements sociaux en argentine

Valentine De Boisriou

► To cite this version:

Valentine De Boisriou. Un attirant mélange des genres ? Travail et militantisme dans les mouvements sociaux en argentine. Encyclo. Revue de l'école doctorale ED 382, 2013, p.9-21. <hal-00783942>

HAL Id: hal-00783942

<https://hal-univ-diderot.archives-ouvertes.fr/hal-00783942>

Submitted on 2 Feb 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Encyclo

Revue de l'école doctorale ED 382

Économies

Pensée critique

Espaces

Politique

Sociétés

Pratiques sociales

Civilisations

VALENTINE DE BOISRIOU*

UN ATTIRANT MÉLANGE DES GENRES ? TRAVAIL ET MILITANTISME DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX EN ARGENTINE

La dernière décennie du vingtième siècle marque durement l'histoire économique et sociale argentine. Entre 1989 et 1999, le gouvernement de Carlos Menem met en œuvre un programme de transformation économique à partir de l'application de mesures libérales à grande échelle : privatisations massives, convertibilité du peso avec le dollar américain, ouverture du marché argentin aux capitaux internationaux. Ces mesures affecteront l'ensemble du pays, et particulièrement les secteurs populaires. Alors que le taux de chômage passe de 6 % en 1991, à 18 % en 1995, l'ensemble du monde du travail argentin est ébranlé. Si la situation de plein emploi connue par le pays régressait depuis la fin des années 70, les dernières années du XX^e siècle apportent un fait nouveau : la paupérisation n'affecte plus seulement les secteurs précaires de la société, mais aussi la classe moyenne. Alors que se multiplient les contrats précaires, le revenu moyen des Argentins baisse. L'instabilité affecte désormais l'ensemble de la société argentine.

C'est au cours de la seconde moitié de cette décennie, et suite à l'explosion du chômage à partir de 1996 qu'apparaît un nouvel acteur revendicatif : le mouvement des *piqueteros*.¹ Ces organisations de chômeurs doivent leur nom à la tactique de lutte qui les rendra célèbres : le blocage des routes, ou *piquete*. Il s'agit de chômeurs : il n'y a plus d'usines à occuper, ni de production à interrompre. La grève n'est plus un mode de lutte efficace : dans cette situation, le blocage des routes apparaît alors comme un moyen de

* Université Paris Diderot - Paris 7

Centre de sociologie des pratiques et représentations politiques (EA 2376)

¹ Le mouvement *piquetero* apparaît en 1996-1997, lors des premiers blocages de route à Neuquen, dans l'Ouest de l'Argentine, puis dans la province de Salta. Ces blocages sont issus de la mobilisation et de l'organisation des ex-salariés de l'entreprise YPF. La privatisation de l'entreprise productrice du pétrole est l'un des symboles de la politique menée au cours des années 1990. Les zones affectées par la fermeture des puits de pétrole au cours de ces années menaçaient d'être annihilées, YPF étant la source principale d'activités de ces localités. Les salariés licenciés forment alors les premiers « Movimientos de trabajadores desocupados », les mouvements de travailleurs sans emploi. En l'absence d'une assurance-chômage, permettant de subvenir à la disparition des ressources du travail, les chômeurs tentent d'obtenir des moyens de subsistance, sous la forme d'allocations et dons de nourriture, par le blocage des routes. Ils justifient ainsi leur pratique : puisqu'ils sont au chômage, et qu'ils n'ont pas d'usine, ou d'entreprise à occuper, leur seule possibilité pour se rendre visible est le blocage des routes ; Maristella Svampa et Sebastian Pereyra, « Les dimensions de l'expérience piquetera : tensions et cadres communs dans l'organisation et la mobilisation des chômeurs en Argentine », dans Georges Cazes et Georges Courade éd., *Les masques du tourisme*, Tiers-Monde, 2004, t. 45, n° 178, p. 419-441.

« visibilisation » et d'action possible. Les blocages s'étendent à l'ensemble du pays et à la province de Buenos Aires. Les mouvements de chômeurs prennent à leur compte le terme *piquetero* et ses pratiques, faisant du blocage la forme privilégiée de leur apparition dans l'espace public. Si leur action reçoit la plus large exposition médiatique lors des blocages, et de façon exponentielle alors que ceux-ci se répandent et se multiplient, les *piqueteros* agissent également dans les quartiers précaires dont ils sont originaires². Constitués à l'écart des partis et des syndicats, les MTD³, mouvements de travailleurs sans emploi, se forment dans les quartiers populaires. Ils regroupent les habitants d'une même zone, dans une tentative d'auto-organisation collective qui doit permettre de pallier la complexification des aspects les plus élémentaires de la vie quotidienne. Les habitants des quartiers populaires sont particulièrement touchés par le chômage, et en l'absence d'un revenu de remplacement et d'aides sociales adaptées, la scolarisation des enfants et l'alimentation des familles ne sont plus garanties.

Les habitants se regroupent alors et l'on verra peu à peu naître une organisation de la vie quotidienne à l'échelle du quartier, à partir de cantines, de groupes de travail, de garderies. Les blocages de routes permettent pour leur part de revendiquer des dons de nourriture et l'obtention d'allocations, lesquelles, bien que d'un montant très bas, permettent d'obtenir un minimum vital. Le mouvement des MTD, malgré sa grande hétérogénéité, se caractérise par la pratique de l'assemblée comme mode principal d'organisation, la revendication de la démocratie directe, la participation aux mouvements de lutte, et le travail au sein de groupes de production. Avec le développement des MTD et particulièrement à partir de la crise de 2001, le travail en coopérative prendra de plus en plus d'importance au sein des MTD.

Contemporains du phénomène des entreprises récupérées, ils s'en distinguent pourtant nettement. Les salariés des entreprises fermées lors de la crise de 2001, confrontés à la perte de leur emploi, et souvent au départ des patrons des usines qui les employaient⁴, ont pu compter sur la connaissance préalable des savoirs et des techniques. Ils ont su ensuite, avec plus ou moins de succès⁵, les utiliser pour eux-mêmes, ainsi que les infrastructures et les

² Le passage de la mobilisation sur la route à l'organisation dans les quartiers sera par la suite l'un des axes principaux des perspectives d'évolution et de transformation du mouvement *piquetero*. Voir à ce sujet l'ouvrage éponyme de Maristella Svampa, *Entre la ruta y el barrio, La experiencia de las organizaciones piqueteras*, Buenos Aires, Ed. Biblos, (avec Sebastián Pereyra). Seconde édition actualisée, 2003.

³ MTD : Movimiento de Trabajadores Desocupados. Les MTD sont les organisations sociales nées du mouvement *piquetero*.

⁴ En 2001, après l'explosion de la crise économique, de nombreux investisseurs étrangers se retirent des PME argentines, provoquant leur faillite. La récupération des usines par leurs ouvriers se fera selon des aspects distincts, selon les cas : expropriation des entreprises, dans les cas de Zanon, ou à la « disparition » du patron, qui, dans bien des cas, s'enfuit en Europe. En 2011, le gouvernement argentin vote une loi déterminant les conditions dans lesquelles peut être déclarée l'expropriation d'une entreprise au profit de ses salariés. Sur le phénomène des entreprises récupérées, voir : Maxime Quijoux, *Néolibéralisme et autogestion. L'expérience argentine*, Editions de L'IHEAL, coll. « Travaux et mémoires », 2011.

⁵ M. Quijoux, *Néolibéralisme et autogestion*, *op. cit.*

outils de travail laissés à l'abandon par leurs propriétaires. Les premières coopératives impulsées par les MTD dans les quartiers populaires argentins qui connaissent des débuts difficiles. Les premiers groupes de production ne se sont pas formalisés en tant que coopératives de travail. Le système argentin ne propose pas de revenu minimum vital, du type RMI ou RSA, pas plus qu'il n'existe une allocation chômage réellement généralisée⁶. Il s'agit alors, pour les MTD, face à l'urgence et à la nécessité de trouver, par soi-même, les moyens de sa subsistance, de se regrouper entre voisins, amis, et connaissances et de produire, dans des conditions particulièrement précaires, des biens pouvant ensuite être vendus, et des cantines pour les enfants. Ces groupes se formaliseront ensuite, et certains d'entre eux parviendront à créer des infrastructures et des réseaux de vente leur permettant de s'inscrire dans la durée.

Dans cet article, on se propose d'analyser la trajectoire des coopératives de travail formées au sein d'un mouvement social argentin, le FOL⁷. Il s'interroge sur leur mode de fonctionnement, et sur l'ouverture à l'activité politique qu'elles permettent, sur la façon dont se mélangent, s'impliquent ou s'entrechoquent travail et militantisme dans les coopératives gérées par une organisation sociale argentine. À partir d'un travail de terrain réalisé dans ce mouvement social depuis 2009, il s'inscrit dans le cadre d'une réflexion menée par plusieurs instances autour du travail en coopérative et dans le contexte national de l'Argentine particulièrement, depuis 2009, et la création du programme *Argentina Trabaja* (l'Argentine travaille).

Des premiers ateliers des MTD à la formalisation d'un réseau de coopératives associées

En Argentine, le recours au travail en coopérative précède largement les MTD et la crise de 2001. On citera par exemple l'antécédent créé au dix-neuvième siècle par les immigrants européens. D'autre part, il s'agit d'un mouvement plus vaste que celui de l'Argentine, il est présent dans l'ensemble de l'Amérique latine. Ce mode d'organisation du travail est actuellement analysé par différentes instances. Dans son développement actuel au sein des organisations sociales argentines, il s'auto-analyse en même temps qu'il se développe, dans le cadre du Forum des Coopératives Autogérées, qui rassemble, tous les deux mois, des coopératives venues de l'ensemble du pays, afin de réfléchir sur des axes de développement commun et sur les moyens de stabiliser la production et la vente des produits. D'autre part, au niveau du continent latino-américain, une organisation, le Cicopa⁸ regroupe, étudie et promeut différentes coopératives. Cet organisme

⁶ Et ce, d'autant plus que, en 2012, plus de 30 % de la population active argentine occupe un poste de travail non déclaré ou informel (source : Indec -Institut National de Statistiques et du Recensement).

⁷ Front des Organisations en Lutte.

⁸ Organisation Internationale des Coopératives de Production Industrielles, d'Artisanat et de Services : <http://www.cicopa.coop/?lang=fr>

avance l'hypothèse que le nombre de coopératives existantes et des personnes qui y sont employées prouve qu'elles ne constituent plus un phénomène marginal mais une réponse apportée aux problématiques provoquées par la transformation de l'économie mondiale⁹. Je me suis appuyée sur les critères et sur les modes d'évaluation élaborés par ces deux instances pour construire une grille d'interprétation du travail en coopérative au sein du FOL.

Entre 2010 et 2011, j'ai réalisé une enquête de terrain dans une organisation sociale du quartier de la banlieue de Buenos Aires, Le Mouvement de Travailleurs Norberto Salto (MTNS), membre du Front des Organisations en Lutte (FOL). Mon enquête, qui consistait en l'analyse des formes de la mobilisation dans ce quartier précaire et de ses effets en termes de subjectivation, alliait l'observation participante à la pratique d'entretiens approfondis. Au début de mon enquête, la question du travail et des coopératives n'était pas destinée à être prise en compte. Les périodes d'observation et les axes des entretiens concernaient principalement les assemblées, les manifestations, et le militantisme. Cependant, l'observation a révélé l'omniprésence de la question du travail et surtout, son entremêlement constant avec la question de l'activité militante. Travail, lutte et lutte pour le travail tissent des liens étroits dans les organisations des quartiers précaires de la banlieue de Buenos Aires qui, rappelons-le, sont issus des *mouvements de travailleurs sans-emplois*, postérieurs à la crise de 2001. Ainsi, avant même l'instauration du programme *Argentina Trabaja*, il existait, dans ce mouvement formalisé en 2005, plusieurs coopératives parmi lesquelles une coopérative de ferronnerie, qui s'installa à ses débuts sur un terrain occupé, dans un atelier constitué par quatre pylônes et un toit de tôle, et également, une menuiserie, une fabrique de parpaings, un atelier de couture. Dans ces groupes réduits, seuls quelques participants connaissent les techniques de bases de l'activité qu'ils souhaitent développer, et les autres l'apprennent au fur et à mesure. Après avoir connu des débuts informels, ces coopératives prennent une existence institutionnelle à partir de 2005. Lorsque le Programme *Argentina Trabaja*, qui concernait la création de 100.000 postes de travail en coopérative, est annoncé par le gouvernement, les coopératives participeront, au sein d'un front de lutte regroupant plusieurs dizaines d'organisations sociales, à une mobilisation soutenue visant à obtenir leur intégration

⁹ En septembre 2005, au cours de l'assemblée générale de l'alliance coopérative internationale (ACI) à Carthagène, en Colombie, le Cicopa définissait, dans la *Déclaration mondiale sur le travail associé coopératif*, quatre critères généraux des coopératives : ainsi, elles visent à la création et au maintien d'emplois viables et à la création de richesse, dans le but d'améliorer la qualité de vie des travailleurs associés, de conférer de la dignité au travail humain, de permettre l'autogestion démocratique des travailleurs, et de promouvoir le développement des collectivités et le développement local. L'adhésion libre et volontaire de leurs associés, en vue d'apporter leur travail et leurs ressources économiques personnelles, est conditionnée par l'existence de postes de travail. En règle générale, le travail doit être exécuté par les associés. Cela signifie que la majorité des travailleurs d'une entreprise de travail associé sont aussi associés, et vice-versa. La relation qui lie les travailleurs associés et leur coopérative doit être considérée comme différente de celle qui caractérise le travail conventionnel et le travail individuel indépendant. Leur régulation interne est définie formellement par un ensemble de dispositions convenues démocratiquement et acceptées par les travailleurs associés. Elles doivent être autonomes et indépendantes, vis-à-vis de l'Etat et de tiers, dans leurs relations de travail et leur gestion, ainsi que dans l'usage et la gestion des moyens de production.

à ce programme, dans la mesure où elles revendiquaient être à l'origine des développements actuels de la question coopérative dans les quartiers précaires. C'est dans ce contexte, que je détaillerai plus bas, que le travail devient l'objet de la lutte en même temps que son support, et que la question des coopératives du FOL construit un lien intrinsèque avec son activité militante.

Mon enquête de terrain a, dès lors, accordé une place grandissante aux coopératives et aux différents groupes de travail. En 2010, lors de la première enquête, le FOL venait de remporter son inscription dans le programme *Argentina Trabaja* à la suite d'un blocage de 36 heures de l'avenue principale de Buenos Aires. Cet épisode a marqué durablement la conscience militante des membres du FOL. Dans les mois et les années suivantes, il sera constamment invoqué comme un moment fondateur d'une nouvelle dynamique du mouvement. À la suite de cette victoire, de nombreux voisins du quartier s'étaient incorporés au MTNS, puisque la quantité de postes de travail subventionnés dépassait le nombre de travailleurs dans chacune des coopératives. En outre, certaines des activités que le MTNS et le FOL en général, développaient informellement, telles les garderies, prirent alors le statut de coopérative. L'enquête se déroula en deux temps : en 2010, j'ai observé l'organisation des débuts du travail dans les coopératives. J'ai assisté aux assemblées dans lesquels les règlements intérieurs ont été élaborés, aux différents ateliers, et à l'intégration des nouveaux travailleurs, ainsi qu'aux débats internes au MTNS sur le statut de ces nouveaux membres, sur la question de savoir s'il fallait les intégrer au mouvement ou permettre une scission des appartenances à l'intérieur des coopératives (membre militant du MTNS et/ou travailleur en coopérative) et sur la stratégie d'expansion et d'intégration dans le quartier que permettait cette nouvelle dynamique. Dans un deuxième temps, un an plus tard, j'ai repris la même enquête de terrain, observant cette fois-ci les changements que cette nouvelle situation avait apportés, la façon dont s'était effectivement organisé le travail, ses conséquences en termes de nouvelles adhésions et d'intégration dans le quartier, et l'évolution des revendications. Au cours de cette deuxième étape, j'ai concentré mes analyses sur la ferronnerie du MTNS.

Les travailleurs ne disposaient que de machines de mauvaise qualité, peu modernes, qui leur avaient été prêtées¹⁰. Cependant, quelques-uns suivirent une formation, et au fil des mois, alors que des voisins et des connaissances s'intégraient, la ferronnerie s'est développée. Les débuts de l'organisation du travail ne sont pas seulement précaires mais également complexes, et la difficulté majeure consiste en la situation de précarité qui caractérise les ouvriers des coopératives. La majorité des membres des coopératives ayant un niveau scolaire bas, et maîtrisant mal l'écriture et le calcul,

¹⁰ Les membres des coopératives s'auto-définissent en tant que « travailleurs », parfois en tant qu'« ouvriers ». En termes généraux, le FOL utilise un champ lexical lié au marxisme : on parle, dans les assemblées, dans les tracts et dans les textes fondateurs, de lutte des classes, d'ouvriers, de patrons, de travailleurs, d'exploiteurs et de dominés. Plus récemment, on entend aussi parler, et cela pourrait suggérer une certaine élaboration en parallèle des problématiques des sciences sociales et des mouvements sociaux argentins, de « ceux d'en bas ».

l'aspect administratif du travail pose d'emblée de nombreux problèmes. Une part importante des membres du FOL, à l'exclusion des militants venus de couches plus aisées de la population, a quitté l'école avant la fin du lycée. Les problèmes posés par la lecture et l'écriture en sont une conséquence. Mais surtout, ils semblent avoir intériorisé, et cela nous sera confirmé lors des entretiens réalisés, une perception négative de leur situation sociale. Les différentes contraintes et les codes implicites des relations lors de leurs contacts avec les administrations deviennent alors autant d'occasions, pour les acteurs de mon terrain, d'expérimenter une certaine « honte sociale » qui marque leurs rapports avec l'administration et, en général les acteurs des quartiers plus aisés. J'entendais ainsi dire, lors de mes observations, que des camarades, après avoir été mal reçus à un guichet, en étaient repartis sans avoir pu présenter leurs documents, et ne souhaitaient pas renouveler cette expérience, refusant à l'avenir de prendre en charge de telles démarches. Devant la multiplication de ces échecs quotidiens et leur impact sur la perception d'eux-mêmes des travailleurs, le FOL décida alors de créer un bureau central des coopératives, qui effectuera dès lors l'ensemble des démarches administratives. Un membre est choisi dans chaque coopérative pour transmettre les comptes, les budgets et les devis à ce bureau et participer à ses réunions et à des activités de formation. Chaque groupe de travail organise une assemblée hebdomadaire et envoie un délégué à l'assemblée générale du mouvement. Un fond spécial est constitué par un pourcentage prélevé sur les gains des coopératives et, mis en commun, il permet d'acheter du matériel, de pallier les difficultés momentanées de l'une ou l'autre des coopératives. Par ailleurs, les différentes coopératives du mouvement fonctionnent sur un système de solidarité : les bâtiments sont construits avec les matériaux produits par les ateliers de production de parpaings, de menuiserie et de ferronnerie, et les boulangeries alimentent les cantines organisées dans les quartiers.

Le programme « Argentina Trabaja »

En 2009, le ministère du développement social lance un programme, intitulé « *Argentina Trabaja* », « l'Argentine travaille » ou encore « *ingreso social con trabajo* » : revenu social à partir du travail. Il prend forme dans la résolution 3182 de ce même ministère. Son objectif autoproclamé, selon les termes avec lesquels il est présenté par le gouvernement de Cristina Kircher, est la « promotion du développement économique et de l'intégration sociale », à partir de la « création de postes de travail authentiques¹¹ », et de « l'incitation

¹¹ Ici, le terme « travail authentique » fait référence au cadre argentin de la question du travail et des programmes d'aide sociale. La question, depuis les années quatre-vingt-dix, était traitée en terme de « plans », c'est-à-dire d'allocations offertes en échange d'heures de travail. La critique opposée à ces plans de travail établit qu'il ne s'agit pas de travail mais de subventions. J'entendais mentionner sur mon terrain le cas de bénéficiaires de plans sociaux employés à repeindre la maison du responsable politique chargé d'administrer leurs allocations. Il semble que, plus que d'un cas réel, il s'agisse là de l'illustration de la symbolique des plans sociaux. Les organisations sociales issues de la gauche indépendante réclamaient depuis plusieurs années des postes de travail, et non des allocations. Lors de l'introduction du

à l'organisation sociale des travailleurs qui seront responsables du développement des actions menées ». Le programme, mis en place dans ses premiers temps dans la seule province de Buenos Aires, concernait 100.000 personnes parmi les plus précarisées de la province. Il s'adresse aux foyers de la banlieue de Buenos Aires, ne disposant d'aucun autre revenu à l'exception des allocations familiales et du programme de sécurité alimentaire¹², et se donne pour objectif de créer des emplois tout en favorisant le développement des coopératives. La référence explicite aux valeurs coopératives, faite par la déclaration d'intention du programme, autorise alors son analyse à partir des critères de la Cicopa, cités ci-dessus. La déclaration officielle de mise en œuvre du programme (résolution 3182-2009) établit l'objectif de création de liens de solidarité sociale entre les habitants des quartiers précaires. Le programme *Argentina Trabaja* vise ainsi à encourager la réalisation, par les habitants des quartiers, de travaux de rénovation et d'amélioration de leurs infrastructures. Ainsi, faisait partie des axes de développement du programme des infrastructures urbaines : rénovation des rues, réparation des trottoirs, accès des infrastructures aux personnes handicapées, traitement des eaux de pluie et prévention des inondations ; des infrastructures communautaires : construction et rénovation d'écoles, de cantines, de centres de quartier, de centres de santé ; amélioration des espaces verts : places, parcs, mais aussi nettoyage des abords des ruisseaux et traitement des déchets ; de la construction de logements dans le parc social. Ainsi, ce programme visait un double objectif : « la création de postes de travail authentiques privilégiant la participation collective à l'individuel et l'amélioration des espaces publics, parvenant ainsi à des résultats directs sur la vie quotidienne de leurs habitants¹³ ».

En outre, la déclaration d'intention du programme affirmait vouloir rompre avec les pratiques d'assistantat véhiculées par ce type de programme, en créant de véritables postes de travail et non une nouvelle allocation.

Le début de la dynamique de travail des coopératives du FOL

Cependant, le programme fut critiqué dès sa mise en place. Les organisations sociales, qui réclamaient leur intégration au programme en même temps qu'elles exigeaient de conserver leur autonomie dans l'administration des subventions, affirmèrent que les modalités de sa mise en place, à travers les mairies des municipalités de la banlieue de Buenos Aires, avaient pour conséquence de faire de ce programme un nouvel outil de développement des relations clientélistes. Les maires des municipalités et les responsables politiques locaux¹⁴ distribuaient les places sur les listes d'intégration au pro-

programme *Argentina Trabaja*, Cristina Kirchner oppose ce programme, offrant des « postes de travail authentique » à la logique des « plans ».

¹² Ce programme, créé en 2003, vise à garantir l'alimentation correcte des personnes en grande difficulté sociale.

¹³ <http://www.desarrollosocial.gob.ar/ingresosocialcontrabajo/114>

¹⁴ Il s'agit ici des *punteros* : personnages clés pour la compréhension de l'organisation sociale dans les quartiers argentins. Les *punteros*, hommes d'influence et détenteurs du pouvoir local dans un quartier

gramme en échange de la soumission politique des intégrants : faire partie du programme oblige à se rendre à certaines manifestations, à porter des pancartes de soutien aux candidats lors de rassemblements. Dans la littérature argentine, deux articles dénoncent la mise en place de ce programme et la façon dont ses modes d'application ont créé les conditions de son échec. Gustavo Bertolini dénonce la façon dont ce programme, affirmant promouvoir les valeurs coopératives, s'est développé à partir de pratiques qui le font s'opposer à ces dernières¹⁵. Angelica de Sena et Florencia Chahbenderian, à partir de l'analyse des intentions du programme et d'entretiens réalisés avec des participants, parviennent à des conclusions similaires¹⁶. Les auteurs constatent, à partir de leurs résultats d'entretiens, que le programme ne favorise pas le travail mais lui nuit, dans la mesure où l'attribution des postes de travail donne lieu à des malversations et à des corruptions. L'inscription au programme s'obtient en échange de la participation à des manifestations et à des rassemblements politiques, s'achète et est sujette à des taxes, et un poste de travail étant vendu à plusieurs personnes n'est, en définitive, lié à aucun travail authentique. Les auteures parviennent à la conclusion que le programme *Argentina Trabaja*, loin de permettre l'accès au droit à un emploi, garanti par la Constitution argentine, se confond avec la nécessité de s'inscrire dans un programme de travail afin de recevoir le bénéfice d'allocations sociales.

Cependant, le travail de terrain réalisé, lors de la mise en place du programme *Argentina Trabaja*, dans les coopératives de quartier administrées par le FOL présente des résultats singulièrement différents. Ces résultats conduiraient, ainsi que nous allons le développer plus bas, à une réévaluation des résultats du programme. Ainsi, il n'est peut-être pas possible de conclure à un échec généralisé d'*Argentina Trabaja*. D'une part, parce que, nous allons tenter de le démontrer, certaines applications du programme ont produit des effets positifs et persistants dans le temps ; et d'autre part, parce que la disqualification du programme *Argentina Trabaja*, opérée par les auteurs cités précédemment, semble ne pas prendre en compte que la création d'un lien politique des citoyens pauvres à leur quartier ne passe pas toujours par les chemins les plus directs ni par les plus évidents, mais qu'au contraire, elle fait le plus souvent des détours avant de parvenir à (s'approcher de) ses fins.

sont les exécutants des politiques sociales qui, pour la plupart, ne sont pas individualisées ni automatiques. Pour bénéficier d'un plan, c'est-à-dire d'une allocation prévue par un programme d'aide sociale, il faut passer par un *puntero*. Cela fait d'eux le maillon principal de la chaîne organisatrice de la politique sociale argentine. Le *puntero*, en échange de l'aide sociale accordée, exige en général un retour. Il s'agit, dans la plupart des cas, du vote et de la participation à des manifestations de soutien aux partis concernés. Cet aspect du rôle joué par le *puntero* centralise les critiques émises à son égard, qui en font un symbole de la relation clientéliste en politique.

¹⁵ Gustavo Bertolini, *Cooperativas sin cooperativismo ?*, Centro de Investigaciones de la Economía Social.

¹⁶ Angélica De Sena y Florencia Chahbenderian, « *Argentina, ¿trabaja?* », *Polis* [En línea], 30 | 2011, Puesto en línea el 04 abril 2012, consultado el 28 septiembre 2012. URL : <http://polis.revues.org/2136> ; DOI : 10.4000/polis.2136

Lorsque le programme *Argentina Trabaja* est inauguré, les coopératives du FOL étaient déjà en fonctionnement depuis plusieurs années. Les premières coopératives, organisées par le mouvement social, commencèrent leur production autour de 1999, et l'ensemble fut formalisé officiellement en 2005. L'annonce du programme fut perçue comme une opportunité de développer les coopératives et d'offrir des postes de travail aux voisins du quartier. Cependant, la mise en place initiale du programme, qui passait exclusivement par les municipalités et les responsables politiques locaux, excluait les organisations sociales indépendantes. Au cours de l'année 2009, plusieurs mobilisations furent organisées pour obtenir la participation de ces organisations au programme. Elles obtinrent gain de cause en novembre de la même année, après un blocage de l'avenue principale de Buenos Aires pendant plusieurs dizaines d'heures. Les organisations *piqueteras* se virent alors dotées de plusieurs centaines de postes de travail, pour leurs militants et les habitants des quartiers dans lesquelles elles exercent leurs activités. Pendant la mobilisation, les militants affirmèrent à plusieurs reprises qu'ils souhaitaient, à partir de leur entrée dans ce programme, développer un travail qu'ils avaient déjà commencé. Ils s'opposaient ainsi à la création de coopératives *ex-nihilo* dans les municipalités, dont ils considéraient qu'elles ne pourraient pas générer des groupes de production efficace, mais qu'ils se réduiraient à un nouvel afflux d'allocations en échange de faveurs pour les habitants de quartiers populaires. Mon enquête de terrain commença peu après cette mobilisation. Le FOL, qui avait participé aux mobilisations, et avait obtenu plusieurs dizaines de postes, organisait alors le début du travail. En effet, le nombre de postes de travail obtenu dépassait le nombre de personnes travaillant déjà dans les coopératives. Par ailleurs, si le programme venait renforcer et agrandir les coopératives déjà existantes, telles que la ferronnerie, la menuiserie ou la fabrique de parpaings, il permettait d'en créer de nouvelles. Ainsi, un groupe de voisins organisa une coopérative de nettoyage aux abords du ruisseau traversant le quartier, afin de le décontaminer et de faire prendre conscience au voisinage des nuisances sanitaires provoquées par le jet de poubelles dans le ruisseau.

Nous nous référerons à nouveau à la *déclaration mondiale sur le travail associé coopératif* de la Cicopa. Alors que les travaux de Gustavo Bertolini, Angélica De Sena et Florencia Chahbenderian, cités précédemment, concluaient à l'inadéquation des initiatives développées à l'occasion du programme *Argentina Trabaja*, je voudrais renouveler ici les analyses que ces derniers ont effectuées, mais je propose de les appliquer cette fois à un autre secteur d'application du programme, non étudié par eux, celui des coopératives autogérées par les organisations sociales ayant pu faire partie du programme. Il convient ici de rappeler que ces organisations avaient affirmé, dès le début de leur mobilisation, la différence de leurs méthodes et de leurs pratiques, ainsi que de leur approche du coopérativisme par rapport à ce qu'elles disaient savoir des municipalités.

Le premier critère exige, rappelons-le, « la création du maintien d'emplois viables et la création de richesse, dans le but d'améliorer la qualité

de vie des travailleurs associés, de conférer de la dignité au travail humain, de permettre l'autogestion démocratique des travailleurs, et de promouvoir le développement des collectivités et le développement local ». Dans ce cas, le programme, dans son application par les structures municipales, se révèle être un vecteur de relations « assistantialistes » plus qu'il ne promeut le travail. Les personnes participant au programme sont employées pour assurer des fonctions précaires et temporaires, dans le secteur des services des municipalités. Les entretiens réalisés par De Sena et Chahbenderian, auprès des femmes de la banlieue de Buenos Aires, montrent que les destinataires du programme ne considèrent pas celui-ci comme un moyen d'accès à l'emploi mais comme une nouvelle allocation. Par ailleurs, en 2012, le gouvernement devra effectuer une restructuration du programme. La plupart des coopératives créées dans les quartiers, à partir des subventions apportées par le programme, sont des coopératives fantômes, n'ayant jamais réellement commencé leurs activités ou les ayant abandonnées.

Cependant, les observations et les entretiens réalisés dans les coopératives autogérées du FOL, destinataires elles aussi du programme, révèlent une situation se démarquant très nettement de la situation observée dans les municipalités. Dans le cas du FOL, les coopératives préexistent à l'introduction du programme *Argentina Trabaja*. Le programme permet alors aux membres des coopératives gérées par le FOL de parvenir à plus de régularité dans leur revenu, d'investir dans des machines et de développer leur activité. Le programme permet également d'intégrer de nouveaux travailleurs aux coopératives, mais ceux-ci arrivent dans des groupes déjà constitués et en activité, elles s'y intègrent alors et peuvent apprendre les techniques du métier. Il s'agit, dans le cas des coopératives du FOL, d'un renforcement et de l'extension de coopératives qui préexistent au programme.

Le second critère, qui concerne l'adhésion libre des travailleurs associés en fonction du nombre de postes de travail disponible, marque radicalement l'application du programme dans les municipalités de celle des coopératives autogérées. Alors que le programme, assimilé à une allocation pour l'ensemble de la population, est soumis aux jeux de pouvoir et de soumission observables entre les habitants des quartiers et les *punteros*, la subite augmentation du nombre de postes de travail a été, pour le FOL, l'occasion de s'ouvrir sur le quartier et de se faire connaître auprès des voisins des quartiers dans lesquels il est implanté. Les équipes se sont élargies en fonction du nombre de postes de travail ouverts grâce à l'entrée dans le programme. Le troisième critère est également rempli, dans la mesure où le travail est effectué par les associés, qui forment la totalité des travailleurs.

Le quatrième critère, qui mentionne la différence nécessaire du rapport entre les travailleurs et leur entreprise, distingue également les deux entités analysées, les coopératives du FOL et les groupes de travail organisés dans les municipalités. Nous y reviendrons plus loin. La question de la régulation interne, qui constitue le cinquième critère, est résolue, dans les coopératives du FOL, par la prise de décision au cours des assemblées et au consensus. Le dernier critère, qui stipule l'indépendance nécessaire de la coopérative par

rapport à l'État, est plus complexe. Les coopératives du FOL sont des coopératives autogérées dans leur mode de fonctionnement. Elles reçoivent un certain nombre de postes de travail, qu'elles distribuent selon leurs critères propres, et gèrent elles-mêmes leurs règlements et leur rythme de travail. Cependant, l'observation sur le terrain a montré que la plus grande partie de leurs commandes proviennent des municipalités : la ferronnerie, par exemple, fabrique du matériel pour les écoles (chaises et pupitres) et du matériel destiné à l'aménagement des quartiers (abribus, pancartes, panneaux...). Cela permet de mettre en question la capacité de la coopérative à continuer à fonctionner si les commandes de la municipalité disparaissaient. En outre, alors que ces commandes se poursuivent actuellement, l'existence de la coopérative est déjà perturbée par cette situation : les municipalités paient souvent les coopératives avec plusieurs mois de retard. Au début 2012, la ferronnerie avait été proche de devoir fermer ses portes : une commande importante, qui avait nécessité plusieurs mois de travail, avait été payée avec plusieurs mois de retard. Les travailleurs avaient alors été confrontés à l'absence de revenus. La moitié d'entre eux avait dû chercher un autre emploi jusqu'à ce que le contrat soit payé, la coopérative ne produisant pas assez par elle-même pour générer un revenu pour l'ensemble de ses associés.

En avril 2010, lors d'une enquête de terrain de 5 semaines au sein du FOL, j'avais pu assister aux assemblées précédant le lancement des nouvelles coopératives. J'avais alors constaté l'arrivée de voisins du quartier en grand nombre, ainsi que l'esprit qui présidait au lancement des groupes de travail. Lors des assemblées, les futurs « coopérativistes » écrivaient ensemble le règlement des coopératives. On entendait ainsi débattre du nombre de jours de congés par an, du temps de retard toléré le matin, du nombre de jours d'absence sans certificat médical acceptable, du niveau des sanctions en cas d'absences répétées, mais aussi du fait de savoir si les pères pouvaient aussi prendre des jours de congé au moment de la naissance de leurs enfants. On débattait également du nombre d'heures qu'il faudrait travailler par jour. Le programme prévoyait des journées de 8 heures. Cependant, une partie de l'assemblée exposait que, le salaire de base étant très bas, en dehors de bénéfices à attendre de la vente des produits, pour le cas des coopératives de production, il ne faudrait travailler que 4 heures. Le chiffre de 6 heures a alors été retenu, d'une part parce qu'il permettait de ne pas travailler en faisant des heures supplémentaires par rapport au salaire prévu, mais d'autre part parce qu'il ne laissait pas planer le doute sur la perception et l'usage fait du programme par les coopératives autogérées. Les participants exprimaient la volonté primordiale d'être pris au sérieux, et de prendre au sérieux leur travail, ce que 4 heures de travail ne permettent pas.

Quelques semaines avant le début de l'application du programme *Argentina trabaja* dans les coopératives autogérées du FOL, ces dernières apparaissaient alors à une croisée des chemins : elles se trouvaient devant la possibilité, encore jamais entrevue, de développer leur activité, mais devant l'afflux de nouveaux intégrants et d'une situation différent totalement, en termes d'ordre de grandeur, de ce qui avait été fait jusqu'alors, une certaine excitation

inquiète se faisait sentir. À l'avenir, le mélange des « voisins » et des « militants » dans les coopératives n'allait pas être sans complexifier leur tâche.

Grandeur et vicissitudes d'une coopérative de quartier

Mon enquête de terrain se poursuivant, j'ai réalisé de nouvelles observations et de nouveaux entretiens en 2011 puis en 2012. En 2011, lorsque je suis revenue sur le terrain occupé sur lequel est installée la ferronnerie, j'ai découvert un endroit qui n'avait plus rien à voir avec ce que j'avais observé un an auparavant. En 2009, trois personnes participaient à la ferronnerie. En 2011, ils étaient 8. Un centre culturel, dans lequel le FOL développe ses activités, se trouvait sur le même terrain. J'y observais, lors de mon deuxième terrain d'observation, l'existence d'un jardin d'enfants. Les enfants, dont les parents travaillent dans les différentes coopératives du FOL et ceux des voisins du quartier, peuvent y venir gratuitement, 8 heures par jour. Ils sont pris en charge par des femmes du FOL qui sont payées pour cela. Certaines d'entre elles, après cette première expérience de travail, s'apprêtaient à suivre une formation pour se spécialiser et obtenir un diplôme. L'ensemble des activités développées par le FOL était davantage suivie. La ferronnerie réalisait désormais des travaux à grande échelle. L'équipe avait dû être divisée en deux groupes. Par ailleurs, deux ferronniers de formation avaient rejoint le groupe et transmettaient leur savoir technique à l'ensemble du groupe.

Cependant, le développement spectaculaire de la ferronnerie, comme du reste des secteurs du FOL, n'allait pas sans difficulté. Jusqu'à l'entrée dans le programme *Argentina Trabaja*, les membres du FOL étaient moins nombreux, mais ils formaient un groupe hétérogène. Il existait des querelles internes traçant des lignes de partage entre les militants, principalement sur la question de l'intérêt ou de la conviction. Ainsi, les uns et les autres étaient suspectés « d'être là pour recevoir les paquets de nourriture » reçus des autorités au titre de la sécurité alimentaire. D'autre part, une distinction est faite, régulièrement, entre les « camarades de la base » et les « militants ». Les camarades de la base sont les habitants des zones les plus précarisées des banlieues, ils se distinguent sur le plan des connaissances acquises, des ressources, de leur niveau scolaire, de leur capacité à parler en public, à prendre en charge des responsabilités, des militants, qui, pour la plupart d'entre eux, étudient ou enseignent à l'Université. Si l'un des buts du FOL est de parvenir à dépasser cette division, elle reste cependant très marquée¹⁷. Cependant, l'ensemble des membres du FOL participait régulièrement aux manifestations, aux luttes menées par le FOL, aux assemblées et aux différentes réunions. L'arrivée dans le mouvement des voisins du quartier, sur le

¹⁷ On emploie, dans le mouvement, une gamme étendue d'euphémismes pour éviter d'employer ces termes. Cependant, la distinction demeure évidente. Pourtant, les entretiens montrent que cette tension dans les identifications peut être porteuse d'une dynamique constructive : les « camarades de la base » témoignent d'une identification très forte aux militants, les présentant souvent comme le modèle dont ils s'inspirent et qu'ils voudraient un jour égaler. Les « militants », eux, déplorent régulièrement le manque d'initiatives dont les premiers feraient preuve, et le volontarisme auquel ils se voient obligés.

critère du travail et non du militantisme, vint alors perturber un équilibre déjà précaire. Lors des assemblées précédant le début du travail des coopératives, l'arrivée des nouveaux membres était vue comme la possibilité de développer le mouvement, d'acquérir de nouvelles forces. Le FOL prévoyait qu'ils s'intégreraient et s'intéresseraient peu à peu aux problématiques du mouvement social. Cependant, cela ne fut pas aussi simple. Dans le cas de la ferronnerie, par exemple, les deux ferronniers de métier ayant rejoint l'équipe préexistante eurent des difficultés à accepter, non seulement la pratique des assemblées et de la prise de décision collective, mais aussi la répartition égale des gains. Alors que le temps accordé au militantisme, pris sur le temps de travail peut, suivant les périodes, être important (par exemple, lorsque la situation l'exige, un jour par semaine est réservé aux manifestations, et certains travailleurs animent des ateliers dans le cadre des activités du FOL, sur leurs heures de travail), les revenus restent les mêmes, que l'on participe aux manifestations ou que l'on reste travailler à l'atelier. Cependant, lors de mon dernier terrain en 2012, je recueillis au cours d'un entretien avec un travailleur de la ferronnerie que l'une des caractéristiques distinctives du travail en coopérative est, justement, la question du temps. En l'absence d'un patron, libres de leurs décisions, les travailleurs peuvent s'accorder le temps de mener des assemblées, de décider ensemble et de s'écouter. Il est possible aussi, me dit-on, d'avoir des problèmes personnels, et de pouvoir bénéficier de temps pour les régler sans craindre de perdre son emploi. Le temps propre à la construction des coopératives, pourtant, n'allait pas sans générer de nouvelles complexifications. Pour leur part, « les militants » exprimèrent régulièrement une plainte : la question du travail et des coopératives avait tendance à envahir l'ordre du jour des assemblées du mouvement, empiétant ainsi sur le domaine de la politique. Au sein des coopératives, les trois identités « militant », « camarade de la base » et « coopérativiste non-membre du mouvement » se distribuent de la façon suivante : les camarades de la base forment la plus grande partie des « coopérativistes ». Leur inscription dans un groupe de travail complète et renforce leur appartenance au mouvement. Lors des entretiens, ils déclarent que leur entrée dans une coopérative leur a permis de dépasser le stade de la seule revendication et de prendre une part constructive à la formation du mouvement. La notion de progrès se retrouve dans chacun des entretiens. L'acquisition d'un savoir technique, assorti d'un revenu fixe, est considéré comme un accomplissement personnel important. Les voisins du quartier, ayant pris part aux groupes de production sans avoir, avant cela, fait partie du mouvement, s'inscrivent dans des dynamiques plus variées qui s'étendent du désintérêt pour les problématiques et les modes d'organisation du mouvement à l'intégration à ce dernier. Entre ces deux extrêmes, nous voyons une grande part de personnes entretenant des liens sporadiques avec les instances de la vie du mouvement (assemblées, réunions, mobilisations). Enfin, les « militants » ne constituent pas non plus un ensemble uni quant à la question de leur participation aux coopératives. Le relevé de la participation des militants à une coopérative partage leur ensemble

en deux groupes, en deux types de militants. Les « cadres » militants correspondent à un profil déterminé : en général plus âgés, souvent étudiants ou professeurs d'université, ils ne prennent part qu'aux questions administratives des coopératives. Ils veillent au bon fonctionnement de l'ensemble en aidant à la recherche de contrats. Un autre groupe de « militants » a fait le choix de travailler dans les coopératives. Il s'agit, dans leur cas, d'une décision guidée par leurs convictions. Tous auraient la possibilité de travailler dans une autre structure, leur permettant de prétendre à un revenu plus élevé, mais une décision d'ordre politique les a conduits à prendre part à la dynamique des coopératives.

Ce mélange des genres, induit par le travail en coopérative au sein d'un mouvement social, est, de toute évidence, soumis à des réajustements quotidiens et minutieux. Les rapports entre collègues de travail étaient souvent confus : à la ferronnerie, l'une des deux femmes membres de l'atelier, que nous appellerons Sandra, était également la déléguée du groupe à l'assemblée du FOL. Elle se trouvait également sur la ligne de fracture évoquée précédemment entre militants et camarades de la base. D'un niveau social ostensiblement plus élevé que le reste de l'atelier, il lui était très difficile de s'intégrer au groupe. Lors de mes entretiens, je constatais une incompréhension irréductible entre elle et le reste de la coopérative. Alors qu'elle se plaignait du manque de sérieux et d'assiduité du groupe, l'ensemble de l'atelier condamnait sa tendance à l'autoritarisme et s'arrangeait pour ne pas respecter ses décisions. Il était difficile, pour les membres de l'atelier, d'accepter les observations d'une jeune femme, qu'ils accusaient de ne rien savoir des problèmes de leur vie. La question du genre ici n'était pas absente, même si elle était masquée par le fait que la seconde femme de la ferronnerie s'opposait également à Sandra, et qu'elle était, elle, acceptée par ses collègues. Il semblait ainsi que la question des origines sociales primait sur le genre. Une crise éclata, lors d'une de mes observations, au cours d'une distribution des recettes mensuelles. Sur l'ensemble gagné par la ferronnerie, un pourcentage va au FOL, qui constitue, à partir de ces apports un fond de secours et d'achat de matériel. Par ailleurs, suivant le règlement des coopératives, les retards et les absences exposent à un décompte opéré sur le total devant être perçu. Sandra annonça alors le montant attribué à chacun. Les absences, ce mois-ci, avaient été nombreuses, et plusieurs associés découvrirent alors qu'ils allaient recevoir une somme bien plus basse que ce à quoi ils s'attendaient. Une discussion animée commença et déboucha sur un conflit qui dura plusieurs jours. Il était reproché à Sandra de s'être « parachutée » à la ferronnerie pour accomplir son « rêve prolétaire »¹⁸, selon les

¹⁸ Lors des observations sur le terrain, j'observe une scission entre les militants originaires du quartier, et ceux venus du quartier voisin, plus aisé. Si les conditions de vie actuelles des uns et des autres sont souvent similaires, ceux originaires du quartier, d'origine sociale plus modeste que leurs voisins, dénoncent régulièrement la tendance de ces derniers à « jouer au pauvre », à « faire le prolétaire ». Lors d'une réunion du MTNS, on dénonça ainsi la tendance de certains à adopter certains clichés comportementaux des habitants des quartiers précaires : l'exemple cité lors de cette réunion était une tendance à « comerser la « s » », c'est-à-dire, à « avaler les s » pour adopter ainsi une certaine élocution propre à la « symbolique du pauvre ».

termes employés par les autres membres de l'atelier. Ses collègues de travail lui firent remarquer que, contrairement à elle, ils avaient des familles parfois nombreuses, dont ils devaient s'occuper, (ce qui expliquait souvent leurs absences, expliquaient-ils) et qu'ils devaient nourrir, ce qui provoquait leur colère devant l'importance du décompte appliqué. Quelque temps plus tard, ce conflit intrinsèque, s'il n'avait pas disparu, s'était estompé, dans le cas de la ferronnerie. Il s'agit là d'une division, de suspicion et d'incompréhension qui traversent l'ensemble du FOL, l'expose à des explosions de colère, à des crises répétées lors de assemblées, à des remises en causes récurrentes. Les membres du FOL s'appliquent en permanence à pacifier et tenter de résoudre ces conflits.

Il semble se dégager de l'analyse des données recueillies sur le terrain qu'il s'agit là d'une problématique centrale du FOL, celle-là même qui la fait avancer. Dans une dialectique des trajectoires, les militants issus des quartiers les plus précaires s'appliquent à une démarche d'ascension sociale tout en revendiquant leurs origines, alors que les militants venus des couches supérieures de l'organisation sociale argentine tentent de masquer leurs origines, de se fondre dans le mouvement, butant cependant sans cesse sur les différences qui les distinguent de leurs camarades de lutte. Les entretiens réalisés montrent pourtant que ces trajectoires opposées cherchent à construire une même dynamique d'émancipation. L'exemple du conflit interne à la ferronnerie montre la façon dont les enjeux politiques (l'objectif d'autogestion et de changement social revendiqué par le mouvement social) se nouent et tentent de s'articuler autour des questions quotidiennes du travail.

Le second point, concentrant les aléas de la coopérative observés lors de mes terrains successifs, est la difficulté, dans le contexte de la vie quotidienne dans un quartier populaire, de développer une activité construite sur le long terme. L'instabilité générale qui caractérise l'existence dans ce secteur de la société argentine a des incidences sur les comportements. Les trajectoires de vie, tracées lors des entretiens, montrent un singulier esprit d'initiative et de changement. Les hommes entendus ont, à leur actif, des palettes de métiers vastes et diversifiées qu'ils utilisent au gré des opportunités qui se présentent à eux. Un des membres de la coopérative de ferronnerie, par exemple, a été maçon, serveur, chauffeur de taxi, ferronnier, à nouveau chauffeur de taxi pendant une période de chômage technique de la ferronnerie, puis à nouveau ferronnier. Les femmes, pour leur part, si elles témoignent dans leurs entretiens d'une expérience de travail moins diversifiée, une grande partie d'entre elles n'exerçant pas d'emploi formel, révèlent une grande capacité à s'adapter à leur entourage et aux possibilités qu'elles y trouvent pour améliorer leur quotidien et celui de leur famille. Ce contexte façonne alors des individus capables de changer très rapidement de voie et de projets. Cette hypothèse de terrain est confirmée par la rotation importante des membres des différentes coopératives. Bien que le progrès personnel, l'amélioration des conditions de vie et l'acquisition de nouvelles compétences constituent un axe récurrent des entretiens réalisés, et que rentrer dans une coopérative permette d'apprendre un métier et des techniques,

cela ne constitue par forcément un choix d'orientation à long terme. Il s'agit, pour beaucoup, de la meilleure opportunité, à un moment donné, pour continuer à progresser.

Cependant, les dix années d'existence des coopératives du FOL et leur développement récent, malgré les difficultés auxquelles elles doivent faire face, tendent à faire de l'expérience des coopératives autogérées au sein du mouvement social un exemple d'organisation sociale au niveau du quartier. D'autre part, si le programme *Argentina Trabaja* est, selon la littérature présentée ici, irrémédiablement voué à l'échec, les coopératives du FOL ont su utiliser les outils qu'il mettait à leur disposition pour se développer selon leurs propres méthodes. Il faudra alors voir comment elles sauront capitaliser leurs gains et les grandes avancées réalisées en peu de temps pour continuer à se renforcer.

Encyclo

Revue de l'école doctorale ED 382

OPPRESSIONS ET RÉSISTANCES

Serpil TUNÇ ÜTEBAY

La justice, la loi, la violence

Sarah MAILLEUX

La survie au quotidien : résistance ou mobilisation

Valentine DEBOISRIOU

Un attirant mélange des genres ? Travail et militantisme dans les mouvements sociaux en Argentine

LIEUX ET POUVOIRS

Aurélié MASSIE

Les artisans du Camp du Drap d'Or (1520). Culture matérielle et représentation du pouvoir

Sébastien PAUTET

Les élèves de l'École du génie de Mézières et leurs territoires au XVIII^e siècle

SAVOIRS ET REPRÉSENTATIONS

Géraldine BARRON

Edmond Pâris et la construction navale des peuples extra-européens : approche épistémologique (1826-1844)

Raquel de BARROS PINTO MIGUEL

Femmes en images : significations attribuées à la figure féminine dans la publicité d'un magazine brésilien (1950-1960)

ANNONCES DES JOURNÉES DES DOCTORANTS

Colloque : janvier 2013

Les lieux du corps : politique et émancipation

Journée d'étude : février 2013

Itinéraires singuliers, identités plurielles

RÉSUMÉS DE THÈSE

Séverine DE CONINCK

Le livret de Caisse d'épargne histoire et anthropologie d'un instrument financier 1818-2008 (2011)

Amandine MALIVIN

Voluptés macabres. La nécrophilie en France au XIX^e siècle (2012)

COMPTE RENDU DE LECTURE

Delphine PIÉTU

André Gueslin, Henri-Jacques Stiker dir., *Les maux et les mots de la précarité et de l'exclusion en France au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, Paris, 2012

RÉSUMÉS, MOTS-CLÉS ET BIOGRAPHIES DES AUTEURS

